

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC A PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Marché de Coordination Sécurité Protection de la
Santé Catégorie 1 sur le périmètre du projet de
doublement de l'écluse des Fontinettes**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
37, rue du Plat
BP 725
59034 LILLE Cedex

SOMMAIRE

ARTICLE 1 –	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Description du marché	3
1.3	Sous-traitance	4
1.4	Intervenants et forme des notifications	4
1.4.1	<u>Conduite d'opération.....</u>	<u>4</u>
1.4.2	<u>Représentant du pouvoir adjudicateur</u>	<u>4</u>
1.4.3	<u>Autres intervenants</u>	<u>4</u>
1.4.4	<u>Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques .</u>	<u>5</u>
ARTICLE 2 –	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	5
2.1	Définitions.....	5
2.2	Régime des connaissances antérieures	5
2.3	Régime des droits de propriété intellectuelle	5
ARTICLE 3 –	APPROBATION - RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION	6
3.1	Approbation ou accord des documents présentés par le titulaire.....	6
3.1.1	<u>Présentation des documents</u>	<u>6</u>
3.1.2	<u>Nombre d'exemplaires</u>	<u>6</u>
3.1.3	<u>Délais d'approbation des documents</u>	<u>6</u>
ARTICLE 4 –	COORDINATION LORS D'OPERATIONS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL (CODE DU TRAVAIL - ARTICLE L.4531-1 À L.4532-18 ET R.4532-1 À R.4532-98 - RÉGLEMENTATION ISSUE DU DÉCRET N° 94-1159 DU 26 DÉCEMBRE 1994)	7
4.1	Définitions des catégories de chantier	7
4.2	Phase conception : AVP Phase 2, PRO, ACT	8
4.3	Phase réalisation : Travaux, AOR /réception, GPA	13
4.4	Prestations spécifiques (à bon de commande)	15
4.5	Clauses techniques.....	17
4.5.1	<u>Principes généraux.....</u>	<u>17</u>
4.5.2	<u>Spécificités techniques de l'opération.....</u>	<u>17</u>
4.5.3	<u>Décomposition de la mission en phase de conception</u>	<u>17</u>
4.5.4	<u>Décomposition de la mission en phase de réalisation</u>	<u>19</u>
ARTICLE 5 –	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DE CONTRÔLE DE CONFORMITE AU CODE DU TRAVAIL DES EMPLOIS DES TRAVAUX PUBLICS	22
ARTICLE 6 –	DEROGATIONS.....	22
ARTICLE 7 –	ANNEXE 1 À 5	23

ARTICLE 1 – OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne des missions de prestations intellectuelles permettant de doter l'Unité Opérationnelle de Lille de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de Voies Navigables de France, d'un Coordonnateur SPS de niveau1 dans le cadre de l'opération de doublement de l'écluse des Fontinettes.

La mission de CSPS s'étend à l'ensemble des prestations intellectuelles et travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de doublement de l'écluse des Fontinettes à Arques (c'est-à-dire aux phases de conception et de réalisation). La mission comprend notamment l'encadrement de toutes les prestations de terrain des entreprises mandatées par VNF dans le cadre du projet et de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

Un CSPS de classe 1 est requis pour cette opération. Le niveau des missions catégorie 1 s'entend au sens de l'article R.4531-1 du code du travail.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Lieu(x) d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est localisé sur le périmètre propre au projet de doublement de l'écluse des Fontinettes, sur la commune d'Arques.

1.2 Description du marché

Le présent marché prendra la forme d'un marché à prix mixte, comprenant une part forfaitaire (TF et TO1) et une part à bon de commande (visites et interventions ponctuelles supplémentaires sur des besoins spécifiques de la MOA). Il est passé en application des articles R.2112-4, R.2112-6, R.2113-4, R.2113-5, L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14, R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le marché est structuré en tranches, avec une tranche ferme pour les prestations essentielles et la tranche optionnelle pour la phase d'exécution :

Désignation des tranches		Éléments de mission
Tranche Ferme - TF	Phase conception : AVP phase 2, PRO, ACT	EM 1 à 11
Tranche Optionnelle 1 - TO1	Phase réalisation : Travaux, AOR/réception, GPA	EM 12 à 20

Le délai limite de notification, par décision du RPA, d'affermissement de la tranche optionnelle est au plus tard de 12 mois à compter de la date de réception de la dernière mission (EM N°11) de la tranche ferme et validation de la phase ACT de l'opération de doublement de l'écluse des Fontinettes.

La décision d'affermissement sera notifiée par ordre de service transmis de manière dématérialisé.

La décision d'affermissement sera notifiée par ordre de service.

De plus, le marché comprend dans le cadre des éléments de missions N°21 à 26, des missions qui pourront faire l'objet de bon(s) de commande établis sur la base des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires. La partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 90 300€ HT. Le délai d'exécution afférent à chaque commande sera précisé dans les bons de commande.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 Sous-traitance

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

1.4 Intervenants et forme des notifications

1.4.1 Conduite d'opération

Les interlocuteurs opérationnels privilégiés du Titulaire sont le directeur de projet, le chef de projets et chargée d'études de la DIMOA/UO de Lille en charge de la mission Fontinettes mais aussi le cas échéant les personnes de l'UTI Flandres-Lys.

Dans le cadre de l'opération du doublement de l'écluse des Fontinettes, le titulaire pourra être amené à interagir avec des intervenants externes à VNF.

1.4.2 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies Navigables de France (VNF) - Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent marché est Monsieur le Responsable de la DIMOA ou son représentant ayant délégation au sein de l'Unité Opérationnelle de Lille.

Pour l'exécution du marché et des bons de commande, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le Représentant du Pouvoir Adjudicateur auprès du titulaire :

1. Le Chef de l'Unité Opérationnelle de Lille de la Direction de l'Ingénierie de la Maitrise d'Ouvrage (DIMOA) ou son représentant sous réserves d'une délégation, pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution des ordres de services et/ou des bons de commande dans le délai contractuel ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles,
 - d) Tout autre acte ne relevant pas de la responsabilité la Directrice de projet ou du chef de cellule.
2. La Directrice de projet ou du chef de cellule pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne.

1.4.3 Autres intervenants

Dans le cadre de ses projets, VNF fait appel à des bureaux d'étude extérieur pour l'assister dans la conduite du projet. Ainsi, le titulaire pourra être amené à interagir ou à tenir compte des observations/demandes des Assistants à Maitrise d'Ouvrage (AMO), du Maître d'Œuvre (MOe), des prestataires de reconnaissances terrain (sondages, prélèvements, topographie, bathymétrie, etc...).

1.4.4 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

1. Les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du courriel par le titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation
2. En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur (ou profil acheteur) permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

ARTICLE 2 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

2.1 Définitions

Les “résultats” mentionnés à l'article 32.1 du CCAG-PI désignent notamment les études, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques.

2.2 Régime des connaissances antérieures

Par dérogation aux dispositions de l'article 33 du CCAG-PI, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le titulaire met ses connaissances antérieures au service du pouvoir adjudicateur. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

2.3 Régime des droits de propriété intellectuelle

En complément des dispositions de l'article 35 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur bénéficie d'un droit de représentation par tout moyen connu ou inconnu à ce jour devant tout public.

Le pouvoir adjudicateur ne réalisera pas d'exploitation commerciale des résultats.

Si le titulaire décide d'une exploitation commerciale des résultats, il en informe le pouvoir adjudicateur et le montant de la redevance due sera intégrée dans le marché par avenant.

ARTICLE 3 – APPROBATION - RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION

3.1 Approbation ou accord des documents présentés par le titulaire

3.1.1 Présentation des documents

Conformément à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire avise le MOA de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

3.1.2 Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis sous forme numérique aux formats suivants :

- .doc directement compatible avec le format de la version word 2000 maximum
- .xls directement compatible avec le format de la version excel 2000 maximum
- .pdf
- .dwf, .dwg directement compatibles avec le format Autocad 2002 maximum
- .jpeg.

Une version papier des versions des documents validées sera également remise sur demande du MOA.

3.1.3 Délais d'approbation des documents

L'approbation consiste en l'acceptation par le pouvoir adjudicateur des documents présentés par le titulaire.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, les décisions relatives à cette approbation interviendront de la manière suivante :

- La clause d'approbation tacite ne pourra être mis en jeu par le titulaire.
- Chaque document sera remis au MOA qui précisera dans un délai de 4 semaines à compter de la date de remise du document son statut :
 - document validé ;
 - demande de modifications/d'approfondissements, auquel cas le titulaire disposera de 2 semaines à réception du courrier pour modifier en conséquence le document concerné ;
 - document irrecevable, les pénalités seront appliquées à partir de la date de notification de l'irrecevabilité et le titulaire devra reprendre les documents partiellement ou totalement.

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

ARTICLE 4 – COORDINATION LORS D'OPERATIONS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL (CODE DU TRAVAIL - ARTICLE L.4531-1 À L.4532-18 ET R.4532-1 À R.4532-98 - RÉGLEMENTATION ISSUE DU DÉCRET N° 94-1159 DU 26 DÉCEMBRE 1994)

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives (Art. L.4532-2 du Code du travail).

4.1 Définitions des catégories de chantier

Les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories (Art. R. 4532-1 du Code du travail) :

1⁰ Première catégorie : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;

Le maître d'ouvrage constitue un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsque le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes-jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est supérieur à dix s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à cinq s'il s'agit d'une opération de génie civil. Cette constitution est effective au plus tard vingt-et-un jour avant le début des travaux. (Art. R. 4532-77 du Code du travail)

2⁰ Deuxième catégorie : opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 ne relevant pas de la première catégorie ;

Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours (Art. R. 4532-2 du Code du travail).

La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux (Art. R. 4532-3 du Code du travail).

3⁰ Troisième catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des articles R. 4532-52 et R. 4532-54 et autres opérations ne relevant pas des première et deuxième catégories.

Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003 prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste (Art. R. 4532-52 du Code du travail). Lorsque, lors d'une opération de troisième catégorie, un coordonnateur a connaissance, après le début des travaux, de l'existence d'un ou plusieurs des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Les sujétions découlant de l'observation de ce plan sont définies, le cas échéant, par voie d'avenants aux différents contrats conclus avec les entreprises chargées de l'exécution des travaux (Art. R. 4532-54 du Code du travail).

Dans le cadre du projet de doublement de l'écluse des Fontinettes, l'opération est classée en catégorie 1.

Le présent marché de Coordination Sécurité Protection de la Santé catégorie 1 (CSPS catégorie 1) porte sur le projet de doublement de l'écluse de Fontinettes : le marché de travaux principaux et les marchés connexes (géotechnique, archéologique, travaux préparatoires, travaux environnementaux, etc...).

Néanmoins, sur ce même périmètre géographique, plusieurs projets connexes sont en cours d'étude, notamment ceux liés à la gestion de la ligne d'eau de référence (Station de pompage Fontinettes, Batavia et By-pass Flandres), à la régénération de la tête aval de l'écluse existante, ainsi qu'au suivi et à la réparation des désordres du terre-plein.

Dans ce contexte, le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) pourra être sollicité pour assurer une coordination efficace entre ces différentes opérations et le projet de doublement de l'écluse des Fontinettes. Son rôle pourra inclure entre autres l'identification et la gestion des interfaces potentielles, l'évaluation des risques liés à la coactivité, ainsi que la mise en œuvre des mesures nécessaires pour garantir la sécurité des intervenants sur l'ensemble du site.

4.2 Phase conception : AVP Phase 2, PRO, ACT

Sont concernés les missions codifiées comme suit :

- EM n°1 - Préparation liminaire ;
- EM n°2 - Analyse de risques ;
- EM n°3 - Participation aux réunions d'étude et avis sur les documents d'étude de la maîtrise d'œuvre (AVP Phase 2) ;
- EM n°4 - Participation aux réunions d'étude et avis sur les documents d'étude de la maîtrise d'œuvre (PRO) ;
- EM n°5 - Établissement du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- EM n°6 - Ouverture du Registre Journal de Coordination (RJC) ;
- EM n°7 - Constitution des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ;
- EM n°8 - Rédaction du projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- EM n°9 - Participation à l'élaboration des DCE (phase ACT) ;
- EM n°10 - Analyse des offres des entreprises travaux (phase ACT) ;
- EM n°11 - Établissement de la déclaration préalable (phase ACT).

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
EM n°1	Préparation liminaire	<p>Le Titulaire rassemble toutes les informations nécessaires, produit un programme d'intervention et produit une analyse critique de l'organisation prévue pour le déroulement des chantiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Note à présenter au MOA.</i> 	Sous 1 mois à compter de la notification du marché
EM n°2	Analyse des risques	<p>Le titulaire évalue les risques inhérents à la conception des ouvrages qui ne peuvent être évités, à la coactivité et préconise des dispositions à prendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Production d'un rapport d'analyse de 20 pages maximum pour faciliter sa compréhension ;</i> - <i>Organisation d'une réunion de prévention des risques auprès de l'ensemble des intervenants ;</i> - <i>Mise à jour systématique de l'analyse de risque, pendant toute la phase conception, lors de risques identifiés par le titulaire, le MOA et/ou MOE.</i> <p>Les actions de prévention et de méthodes de travail issues de l'analyse de risque doivent être intégrées dans le PGCSPPS (EMN°5).</p> <p>L'analyse des risques doit servir de référence pour l'ensemble des partenaires de l'opération et notamment le maître d'œuvre.</p>	Sous 1 mois à compter de la notification du marché puis mise à jour à la fin de chaque phase (AVP, PRO, ACT)

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
EM n°3	Participation aux réunions d'étude et avis sur les documents d'étude de la maîtrise d'œuvre (AVP phase 2)	<p>Le coordonnateur examine l'AVP phase 2 (versions V0 et VF), en s'assurant de l'intégration des principes généraux de prévention et de la mise à jour de l'analyse des risques liés à la réalisation des aménagements, conformément à l'article L4121-3 du Code du Travail. Le titulaire rédige un avis écrit à destination du MOA, incluant une note d'avis ainsi que des recommandations complémentaires. Cet avis concerne notamment l'exécution des travaux et les interventions ultérieures sur les ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Production des avis écrits ;</i> - <i>Sur convocation du maître d'ouvrage, le Titulaire participe aux réunions d'étude. Il participera à minima à une réunion par phase d'étude.</i> - <i>En lien avec l'analyse des risques, des réunions ou points spécifiques pourront être planifiés en phases études et travaux pour examiner le projet, les risques en phase chantier ainsi que ceux liées aux interventions ultérieures sur les ouvrages</i> 	Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours ouvrés, à compter de la réception des documents d'étude (AVP Phase 2) établis par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit.
EM n°4	Participation aux réunions d'étude et avis sur les documents d'étude de la maîtrise d'œuvre (PRO)	<p>Le coordonnateur procède à l'étude du PRO (versions V0 et VF), en veillant à ce que les principes généraux de prévention soient bien pris en compte, et à la mise à jour d'une analyse des risques inhérents à la réalisation des aménagements et prévue à l'article L4121-3 du Code du Travail. Le titulaire rédige un avis écrit pour le MOA comprenant une note d'avis et des recommandations complémentaires. L'avis porte notamment sur la réalisation des travaux et sur les interventions ultérieures sur les ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Production des avis écrits ;</i> - <i>Sur convocation du maître d'ouvrage, le Titulaire participe aux réunions d'étude. Il participera à minima à une réunion par phase d'étude.</i> <p>En relation avec l'analyse des risques, des réunions ou points spécifiques pourront être programmées durant les phases d'études et la phase travaux pour examiner le projet, pour examiner les risques de la phase chantier et les risques liées aux interventions ultérieures sur les ouvrages.</p>	Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours ouvrés, à compter de la réception des documents d'étude (PRO V0 puis PRO VF) établis par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit.

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
EM n°5	Établissement du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)	<p>Au début de la phase de conception, le titulaire commence à rédiger le PGCSPS, et vérifie que les sujétions qui seront définies par la MOE respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Après la réception de l'AVP phase 2, le titulaire communique un exemplaire du plan définissant les principales mesures de prévention ; - Après la réception du PRO, il remet la version du plan à joindre aux DCE des entreprises. <p>Ce document intègre bien tous les risques identifiés dans l'analyse de risques produite dans l'EM N°3.</p>	<p>Le coordonnateur SPS dispose de 10 jours ouvrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à compter de la réception des documents d'étude (AVP Phase 2) établis par le maître d'œuvre, pour communiquer un plan définissant les principales mesures de prévention - à compter de la réception des documents d'étude (PRO) établis par le maître d'œuvre, pour remettre la version du plan à joindre aux DCE
EM n°6	Ouverture du Registre Journal de Coordination (RJC)	Le Titulaire consigne et fait viser tous les événements afférents à la SPS des travailleurs.	Sous 10 jours ouvrés à compter de la notification du marché
EM n°7	Constitution des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)	Le Titulaire prépare, complète et adapte les DIUO de conception au fur et à mesure de l'avancement des études	<p>Modèle de DIUO soumis au MOA sous 15 jours à compter de la notification du marché</p> <p>Première version des DIUO dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des documents d'étude (AVP)</p>
EM n°8	Rédaction du projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)	Le Titulaire élabore le règlement et le remet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, en concomitance au PGC à joindre au dossier de consultation des entreprises. Le Titulaire propose un calendrier des réunions du CISSCT.	<p>Règlement du CISSCT Version 1 dans un délai de 10 jours ouvrés à réception des documents d'étude (AVP)</p> <p>Règlement du CISSCT Version 2 dans un délai de 10 jours ouvrés à réception des documents d'étude (PRO)</p> <p>Règlement du CISSCT Version finale dans un délai de 10 jours ouvrés à</p>

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
			réception du ou des DCE
EM n°9	Participation à l'élaboration des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	<p>Le titulaire contribue à l'élaboration de chaque D.C.E en proposant à la maîtrise d'ouvrage l'ensemble des éléments, clauses à insérer, pièces, modèles de document se rapportant à la SPS des travailleurs sur le chantier et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ; - les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - le Plan Général de Coordination ; - le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail pour les opérations de catégorie 1. <p>Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet, s'il le juge utile, des observations écrites au maître de l'ouvrage sur certains documents de consultation.</p>	<p>Pour les chantiers de catégories 1, le CSPS participera à une réunion d'études pour chaque DCE en préparation. Au cours de cette réunion, l'objet des travaux concernés lui sera exposé et un exemplaire partiel du DCE lui sera remis.</p> <p>Le coordonnateur SPS dispose de 10 jours ouvrés à compter de la réception des documents d'étude (DCE) établis par le maître d'œuvre pour transmettre les éléments à insérer au DCE au titre de la SPS</p>
EM n°10	Participation à l'analyse des offres, sur demande de la maîtrise d'ouvrage	Le titulaire participe à l'analyse des offres sur demande de la MOA après avoir établi une méthodologie d'analyse.	Dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des offres
EM n°11	Préparation de la déclaration préalable de coordination	Le coordonnateur prépare la déclaration préalable de coordination pour la maîtrise d'ouvrage dans les conditions définies aux articles L 4532-1 ainsi que R 4532-2 et R4532-3 du Code du Travail, puis il l'envoie à la MOA et aux autres acteurs concernés.	Sous 10 jours ouvrés à compter de la demande MOA

4.3 Phase réalisation : Travaux, AOR /réception, GPA

Sont concernés les missions codifiées comme suit :

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
Suivi de travaux			
EM n° 12	Visites d'inspection préalable et avis sur les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	<p>Le titulaire organise la coordination des activités des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le titulaire organise une inspection commune avec chaque entreprise préalablement à l'intervention de celle-ci. ➤ Le titulaire reçoit, analyse et critique les PPSPS de chaque entreprise. Il contrôle leur contenu et veille à ce qu'ils soient conformes aux articles R.4532-63 et R.4532-64 du Code du Travail. <p>Le titulaire joint les PPSPS au PGCSPS une fois assuré de leur concordance.</p>	Collecte, harmonisation des PPSPS et avis dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification des marchés d'entreprises
EM n° 13	Mise à jour du Plan Général de Coordination (PGC)	<p>Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.</p> <p>Le titulaire communique les modifications du PGCSPS à la MOA, à la MOE, et aux entreprises travaux.</p>	Transmission nouvelle version du PGCSPS dans un délai de 5 jours ouvrés
EM n° 14	Tenue du Registre Journal de la Coordination (R.J.C)	Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC	Mise à jour mensuelle
EM n° 15	Mise à jour et élaboration définitive du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.)	<p>Le titulaire complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le titulaire assure la cohérence du Dossier des Ouvrages Exécutées (DOE) avec le DIUO ; - La MOA peut demander un DIUO partiel au titulaire ; - Le titulaire envoie les DIUO finaux à l'issue de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ou durant la période de confortement des plantations. - 	<p>Remise au MOA des DIUO mis à jour dans un délai de 1 mois à partir de la remise, par le MOA, des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)</p> <p>Remise au MOA du DIUO définitif dans un délai de 3 mois après la décision de réception par le Maître d'ouvrage</p>

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
EM n° 16	Présidence fonctionnement C.I.S.S.C.T. et du	<p>Le titulaire propose à la MOA la constitution du CISSCT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les réunions du CISSCT ont lieu à minima tous les 3 mois ; - Le titulaire assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT. <p>Le titulaire rédige et envoie les procès-verbaux des réunions aux interlocuteurs adéquats et doit prendre en compte leurs observations.</p>	<p>Constitution du CISSCT dans les 9 jours qui suivent le début de la (première) période de préparation des travaux</p> <p>Transmission des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de 4 jours à compter de la date de la réunion concernée, aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.</p>
EM n° 17	Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (DOE)	Dans le cadre de sa mission, le CSPS peut analyser les documents d'exécution et émettre des avis visant à garantir l'intégration des exigences de sécurité et de protection de la santé conformément à la réglementation en vigueur.	Dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque document
EM n° 18	Interférences avec les activités d'exploitation	<p>Lorsque les travaux portent sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, la maîtrise d'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R 4532-14 du Code du Travail.</p> <p>Le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ en matière de protection incendie ➤ en matière d'exploitation sous chantier ➤ en matière de travaux sous circulation ➤ en matière d'intervention des services de secours. <p>Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination et les communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier.</p>	

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
Suivi AOR / Réception			
EM n° 19	Suivi AOR/réception	<p>Durant la phase de réception des ouvrages, les missions du CSPS comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les avis préalables à la réception ; - La réception des travaux dans le domaine de la Sécurité et de la Protection de la Santé ; - La coordination et le suivi des levées des réserves relatives au domaine concerné par le présent marché ; - A la réception des travaux, remise de la dernière version du PGC au maître d'ouvrage qu'il conservera durant 5 ans ; - La complétude du DIUO et la transmission au MOA à la réception des travaux ; - La complétude et le visa du RJC qui sera à conserver durant 5 ans. 	
Suivi GPA			
EM n° 20	Suivi GPA	<p>La mission de suivi de chantier doit être également assurée pendant les reprises liées à la levée des réserves nécessitant une intervention sur le chantier. Constats de levées des réserves de réception et des réserves soulevées en phase GPA pour le volet Sécurité et Protection de la Santé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à jour du DIUO à la levée des points de réserves ; ➤ Accompagnement des entreprises dans la levée des réserves (inspections communes, plans de prévention, validation des PPSPS...). 	

4.4 Prestations spécifiques (à bon de commande)

D'autres missions peuvent éventuellement compléter les interventions du coordonnateur CSPS. Elles concernent des visites et interventions ponctuelles supplémentaires. Il pourra aussi être sollicitée lors de besoins spécifiques à la demande de la MOA (opérations connexes, expertise ponctuelle sécurité, avis sur documents non compris dans la partie forfaitaire, action spécifique de prévention, participation à une réunion élus/public, visite chantier sur des marchés périphériques (ex : géotechnique, pollution, archéologie préventive, pyrotechnie, etc.) :

Numéro	Intitulé de l'élément de mission	Description sommaire / livrables / réunions	Délai de livraison des livrables
EM n° 21	Visites inopinées sur le chantier (hebdomadaire)	<p>La présence du coordonnateur sur le chantier est une condition impérative à l'organisation et au bon déroulement de sa mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La titulaire assure au moins une visite sur chaque chantier par semaine lors des périodes de pleine activité ou des phases nécessitant une attention particulière ; - <u>Le rôle du Titulaire est notamment de prévenir, sur les chantiers, les accidents du travail découlant de la coactivité entre les différentes entreprises intervenantes ;</u> - Chaque visite fait l'objet de la rédaction d'une fiche de visite qui sera portée au RJC. <p>Dans ce cadre-là, le titulaire peut être amenée à effectuer en sus un contrôle chantier relatif à la lutte contre le travail dissimulé et une vérification de la représentation de l'entreprise (contrôle du RJC, contrôle des cartes professionnelles BTP, ...)</p>	Le coordonnateur dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de la visite pour rédiger et diffuser la fiche de visite, l'intégrer au RJC et, le cas échéant, s'assurer de la mise à jour du PPSPS le cas échéant.
EM n° 22	Réunions de chantier (toutes les 2 semaines)	Le titulaire participe activement aux réunions de chantier et y apporte notamment sa compétence en matière de SPS.	Le coordonnateur dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à partir de la réception du compte rendu transmis par la MOE pour y formuler, le cas échéant, ses observations.
EM n° 23	Participation CSPS à une réunion spécifique non prévue dans les missions forfaitaires	<p>Le CSPS pourra être sollicité par la MOA pour intervenir en réunion ou/et sur site lors de phases spécifiques du chantier ou pour répondre à des besoins particuliers nécessitant son expertise en matière de prévention et sécurité. Son implication pourra porter sur l'analyse des risques, l'accompagnement des acteurs du chantier ou la mise en œuvre de mesures adaptées afin de garantir la sécurité des interventions.</p>	À la fin de chaque mois, il remet au maître de l'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission, avec la production le cas échéant de fiches de prévention, sur ces prestations spécifiques et assurera la mise en conformité le cas échéant du RJC et PPSPS.
EM n° 24	Intervention du CSPS (demi-journée)		
EM n° 25	Intervention du CSPS (journée complète)		
EM n° 26	Plus-value pour intervention d'une heure en horaire décalé (nuit et week-end)		

4.5 Clauses techniques

4.5.1 Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Les missions du coordonnateur sont définies par les articles R.54532-11 à 16 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

4.5.2 Spécificités techniques de l'opération

Sans objet.

4.5.3 Décomposition de la mission en phase de conception

4.5.3.1 Modalités pratiques de coopération

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché et au titre de l'EM n° 1, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au marché concerné.

4.5.3.2 Analyse de risque

Au titre de l'EM n°2, le titulaire évalue les risques inhérents à la conception des ouvrages qui ne peuvent être évités, à la coactivité et préconise des dispositions à prendre. Le titulaire devra étudier les risques intrinsèques des travaux, en évaluant de manière exhaustive et précise les situations accidentogènes à traiter ainsi que les risques résiduels. Il doit proposer des mesures préventives et correctives adaptées.

L'analyse de risque doit couvrir de manière exhaustive et précise l'ensemble des dangers potentiels liés aux travaux, en identifiant les situations accidentogènes et en évaluant les risques résiduels.

Ce document constitue un outil évolutif et devra être mis à jour de façon continue tout au long de la phase de conception, en fonction des risques identifiés par le titulaire, la Maîtrise d'Ouvrage (MOA) et/ou la Maîtrise d'Œuvre (MOE). Toute évolution du projet, modification des conditions d'exécution ou nouvelle identification d'un danger devra faire l'objet d'une actualisation rigoureuse de l'analyse de risque afin de garantir une maîtrise optimale des aléas.

4.5.3.3 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Son cadre est défini par les articles R.4532-43 à 48 du Code du travail. Il définit notamment l'ensemble des sujétions relatives à la mise en sécurité du chantier, incluant l'installation et l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires ainsi que des installations générales, notamment électriques. Il précise également, dans les pièces écrites, la répartition de ces dispositifs entre les différents corps d'état ou métiers intervenant sur le chantier.

Ce document intègre également les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 du Code du travail, relatives aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier. En outre, le Coordonnateur SPS doit y indiquer les modalités d'accès

CCTP - Marché de Coordination Sécurité Protection de la Santé Catégorie 1 sur le périmètre
du projet de doublement de l'écluse des Fontinettes

au chantier, y compris les autorisations et éventuelles restrictions applicables à certains engins et au personnel intervenant.

Dans un délai de 10 jours ouvrés après réception des « Études » AVP, le Coordonnateur SPS transmet le PGCSPS au maître d'ouvrage dans le cadre de l'EM n°5. Le Titulaire remet ensuite au maître d'ouvrage la version destinée au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans un délai de 10 jours ouvrés après réception des « Études » PRO, également au titre de l'EM n°5.

4.5.3.4 Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination au titre de l'EM n°6.

Le registre journal, défini de l'Art. R.4532-38 à R.4532-41 du Code du travail, se présente sous la forme d'un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans l'ordre chronologique tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs. Le coordonnateur SPS fait viser ce registre par les intéressés et le maître d'œuvre.

Ce cahier est complété par des annexes prévues à l'Art. R.4532-39 du Code du travail. En phase de conception, sont notamment consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

4.5.3.5 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre et ses modalités de transmission sont définis par les articles R.4532-95 à R.4532-98 du Code du travail. En sus, le Coordonnateur SPS doit inclure le ou les dossiers de maintenance éventuels, conformément aux articles R.4211-3 à R.4211-5 du Code du travail.

Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, regroupe les informations nécessaires pour assurer la sécurité des interventions ultérieures (maintenance, réparation, rénovation, etc.) sur l'ouvrage après sa livraison. Il doit être remis au maître d'ouvrage à la fin du chantier et conservé tout au long de la vie de l'ouvrage.

Dans un délai de 10 jours ouvrés après la réception des « Études » AVP, le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître de l'ouvrage.

Au plus tard dans un délai de 1 mois à partir de la remise, par le MOA, des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au DIUO depuis le dernier envoi, au titre de l'EM n°7 en phase conception et de l'EM n°15 en phase réalisation.

4.5.3.6 Collège Inter entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Il est constitué et organisé en application des articles L.4532-10, 11, 18 et R.4532-77 à 94 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du collège au titre de l'EM n°8.

4.5.4 Décomposition de la mission en phase de réalisation

4.5.4.1 Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels, circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs au titre de l'EM n° 12.

À cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune du chantier, des installations qui s'y trouvent et des matériels des entreprises travaux. Il identifie et analyse les risques propres au site, aux activités, installations et matériels ainsi que les risques d'interférences, notamment liés à l'exploitation. Il évalue de manière exhaustive et précise les situations accidentogènes à traiter ainsi que les risques résiduels. De ce fait, il définira le cas échéant les mesures de prévention à mettre en œuvre.

Ainsi, au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

A noter que cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) ou du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) lorsque celui-ci est requis. En effet, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ou un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (lorsqu'il est requis), chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (lorsqu'il est requis). Ce plan est communiqué au coordonnateur qui le vérifie et le signe au titre de l'EM n° 12.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

4.5.4.2 Application des mesures de coordination

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

4.5.4.3 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux au titre de l'EM n° 13.

4.5.4.4 Registre Journal de la Coordination (RJC)

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi au titre de l'EM n° 14 en phase réalisation.

4.5.4.5 Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT dans les 9 jours qui suivent le début de la (première) période de préparation des travaux, ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R.4532-83, R.4532-84 et R.4532-87 à 90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de 4 jours à compter de la date de la réunion concernée, aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

4.5.4.6 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets.

Pour mener à bien l'EM n° 17, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution.

4.5.4.7 Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune réalisée au titre de l'EM n° 12 avec le/les chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination et les communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, au titre de l'EM n° 18.

4.5.4.8 Réunion et visites de chantier

Dans le cadre de l'assistance au suivi des travaux, le CSPS effectue des visites, programmées ou inopinées (EM N°21) et participe aux inspections et réunions périodiques de coordination (EM N°22) sur demande de la maîtrise d'ouvrage.

À chaque fois qu'une nouvelle entreprise intervient sur le chantier, le coordonnateur SPS doit être présent sur les lieux avec celle-ci pour analyser les nouveaux risques et les intégrer dans le PGCSPPS ou PGSCSPS. Il informe les entreprises et intervenante(s) sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité. Au cours des inspections et réunions périodiques de coordination, le CSPS signale aux entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites dans le plan de prévention.

Il est bien précisé que lors des réunions de chantier auxquelles le Coordonnateur SPS assiste, les problèmes liés à la Coordination SPS seront exposés de façon concise et précise en début de réunion de sorte à libérer le coordonnateur immédiatement après.

L'attention du CSPS est attirée sur le fait que certaines phases de chantier particulièrement difficiles au regard de la coactivité entre les entreprises pourront nécessiter davantage de visites sur le site afin de s'assurer du respect des règles définies.

4.5.4.9 Missions d'expertise et d'analyse

Dans le cadre des éléments de mission N° 23 à 26, le CSPS assurera des missions ponctuelles d'expertise en matière de prévention, d'hygiène et de sécurité à la demande de la maîtrise d'ouvrage sur des situations de travail ou sur des équipements de travail.

Les missions d'expertise et d'analyse ne rentrent pas dans le cadre de la réglementation issue des décrets de 1992 et 1994 ni dans les missions d'assistance concernant les interventions réalisées en régie.

Cela concerne la situation codifiée comme suit :

EXPERTISE : Expertise de situations de travail ou d'équipements de travail, de méthodes d'exploitation ou d'entretien, rédaction de rapports et éventuellement de fiches de prévention et de sécurité.

Une mission d'expertise pourra être un audit sur les méthodes de travail, d'exploitation et d'entretien par les agents du service et de la définition des propositions d'amélioration. La mission pourra également porter sur l'examen d'équipements de travail particulier.

Cette expertise pourra dans certains cas se traduire par la rédaction d'une fiche de prévention et de sécurité.

Une fiche de prévention et de sécurité est renseignée éventuellement par le CSPS pour formaliser les éléments de l'analyse des risques et les mesures et/ou les moyens de prévention à mettre en œuvre de l'activité examinée.

ARTICLE 5 – ASSISTANCE A MAITRISSSE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DE CONTRÔLE DE CONFORMITE AU CODE DU TRAVAIL DES EMPLOIS DES TRAVAUX PUBLICS

La loi Savary du 10 juillet 2014, la loi Macron du 06 aout 2015 et la loi Travail du 08 aout 2016 responsabilisent le maître d'ouvrage en termes d'obligations de vigilance vis à vis du respect du Code du Travail.

Ainsi, dans le cadre de l'élément de mission n°21, le titulaire réalisera des contrôles sur chantier afin de répondre aux obligations de lutte contre le travail illégal ou dissimulé des personnes physiques et le dumping social conformément au Code du travail.

En phase travaux, le titulaire exercera une vigilance aléatoire échantillonnée ou total afin d'alerte sur les situations anormales constatées. Le titulaire alertera les entreprises et la maitrised'ouvrage via l'application. **Le contrôle se fera sur la base d'une application spécifique fourni par le maitre d'ouvrage.**

Le titulaire n'a pas à mettre en œuvre une plateforme de contrôle (hors marché), sa prestation se limite à contrôler les salariés présents à partir d'une application.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations au titre de la réglementation en vigueur relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier le RGPD et de la loi n°73-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés conformément.

ARTICLE 6 – DEROGATIONS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Techniques Particulières sont apportées aux articles suivants du CCAG-PI :

- L'article 2.2 du CCTP	déroge à l'article	33 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 3.1.2 du CCTP	déroge à l'article	28.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles

ARTICLE 7 – ANNEXE 1 À 5

<p style="text-align: center;">ANNEXE N° 1</p> <p style="text-align: center;">REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION (RJC)</p>

Article R.4532-38 du Code du Travail : Le coordonnateur consigne sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

1° Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 1° de l'article R. 4532-13, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;

2° Les observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par les intéressés avec leur réponse éventuelle ;

3° Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;

4° Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

Article R.4532-40 : Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspection du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale, aux agents de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, et, lorsqu'il est constitué, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Article R.4532-41 : Le registre-journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

ANNEXE N° 2

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)

Article R.4532-95 du Code du Travail : Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage prévu à l'article L.4532-16 rassemble, sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage, ainsi que le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22 et R. 1334-28 du code de la santé publique ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante prévu l'article R. 4412-97-5 du présent code.

Il comporte notamment, s'agissant des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs, le dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R. 4211-3 ;

Pour ce qui concerne les autres ouvrages, il comporte, notamment, les dispositions prévues aux 1° à 4° de l'article R. 4211-3 et à l'article R. 4211-4.

Article R.4532-96 du Code du Travail : Le dossier d'intervention ultérieur est constitué dès la phase de conception de l'ouvrage par le coordonnateur qui en a la responsabilité et transmis au coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Article R.4532-97 : Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis au maître d'ouvrage par le coordonnateur en fonctions lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Le dossier est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage.

Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

Article R.4532-98 : Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur en matière de sécurité et de santé est requis, un exemplaire du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis au coordonnateur en matière de sécurité et de santé désigné par le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur apporte au dossier les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.

Les règles de transmission prévues à la présente section s'appliquent au dossier mis à jour.

ELEMENTS MAJEURS DU DIUO

- Plans et notes techniques
- Dossiers relatifs à l'amiante
- Dossier de maintenance des lieux de travail
- Notices et dossiers techniques prévus pour le nettoyage et l'entretien du bâtiment (accès en couverture, entretien des façades, entretien intérieur, ...).

ANNEXE N° 3

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (PGCSPS)

Catégorie 1 ou 2

Article R.4532-43 du Code du Travail : Le plan général de coordination est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Article R.4532-44 : Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. Il énonce notamment :

1° Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;

2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;

3° Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :

a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;

b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;

c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;

d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;

e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;

f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;

g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;

4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

5° Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 ;

b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;

6° Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

7° Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Article R.4532-45 : En outre, le PGCSPS rappelle, dans le cas de la constitution d'un Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), la mission de ce collège en la matière.

Article R.4532-47 : Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de

l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Article R.4532-48 : Le plan général de coordination intègre, notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Article R.4532-49 : Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage adresse le plan général de coordination, sur leur demande, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R.4532-50 : Le plan général de coordination tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1° Les membres des comités sociaux et économiques, appelés à intervenir sur le chantier ;
- 2° Le médecin du travail ;
- 3° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 4° L'inspection du travail ;
- 5° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- 6° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R.4532-51 : Le plan général de coordination tenu sur le chantier est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

ANNEXE N° 4

PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (PPSPS)

Catégorie 1 ou 2

Article R.4532-57 du Code du Travail : L'entrepreneur qui intervient seul remet au maître d'ouvrage un plan particulier de sécurité, en application du deuxième alinéa de l'article L. 4532-9, lorsqu'il est prévu qu'il réalisera des travaux d'une durée supérieure à un an et qu'il emploiera, à un moment quelconque des travaux, plus de cinquante travailleurs pendant plus de dix jours ouvrés consécutifs.
Il dispose du délai prévu à l'article R. 4532-56.

Article R.4532-56 : L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.

Article R.4532-58 : Dès la conclusion du contrat de l'entreprise, le coordonnateur communique à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination, les noms et adresses des entrepreneurs contractants. Il transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

Article R.4532-59 : En cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8.

Article R.4532-60 : L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants remet à ceux-ci :

- 1° Un exemplaire du plan général de coordination ;
- 2° Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs.

Article R.4532-61 : Pour l'élaboration du plan particulier de sécurité, le sous-traitant tient compte des informations fournies par l'entrepreneur, notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination. Il tient également compte des informations contenues dans le document prévu au 2° de l'article R. 4532-60.

Article R.4532-62 : A compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, le sous-traitant dispose d'au moins trente jours pour établir le plan particulier de sécurité. Ce délai est réduit à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article L. 4532-8.

Article R.4532-63 : Le plan particulier de sécurité indique :

- 1° Les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2° L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3° Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Article R.4532-67 : Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée :

1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :

- a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
- d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;

2° Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

Article R.4532-68 : Lorsque les dispositions en matière de secours et d'évacuation sont prévues par le plan général de coordination, mention peut être faite dans le plan particulier de sécurité du renvoi au plan général de coordination.

Article R.24532-64 : Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :

- a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
- b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;

2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;

3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Article R.24532-65 : Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'évaluation préalable des risques menée par l'entreprise que des mesures mentionnées à l'article R. 4532-64 n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L. 4532-8, l'employeur le mentionne expressément sur le plan.

Article R.4532-66 : Le plan particulier de sécurité :

1° Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;

2° Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;

3° Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;

4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Article R.4532-69 : Le plan particulier de sécurité peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres des comités sociaux et économiques.

Article R.4532-70 : L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8, adressent à l'inspection du travail, au service de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité. Ils joignent les avis du médecin du travail et des membres du comité social et économique, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R. 4532-69.

Article R.4532-71 : Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non mentionnés à l'article R. 4532-70, les avis du médecin du travail et du comité social et économique prévus à l'article R. 4532-69.

Article R.4532-72 : Lorsqu'une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des personnes et organismes mentionnés à l'article R. 4532-70.

Article R.4532-73 : Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2° Les membres du comité social et économique ;
- 3° Le médecin du travail ;
- 4° L'inspection du travail ;
- 5° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- 6° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Article R.4532-74 : Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

ANNEXE N° 5
**COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET
DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)**

Catégorie 1

Article R.4532-77 du Code du Travail : Le maître d'ouvrage constitue un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsque le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes-jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est supérieur à dix s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à cinq s'il s'agit d'une opération de génie civil. Cette constitution est effective au plus tard vingt-et-un jours avant le début des travaux.

Article R.4532-80 : Pendant la durée de son intervention sur le chantier, chaque entreprise est représentée au collège interentreprises par :

- 1° Le chef de l'entreprise ou son représentant habilité à cet effet ;
- 2° Un salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le comité social et économique ou, en son absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Article R.4532-81 : Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au président du collège interentreprises, au plus tard avant la réunion d'adoption de son règlement prévue à l'article R. 4532-92.

Article R.4532-82 : Ne sont pas tenues de participer aux travaux du collège interentreprises les entreprises dont il est prévu qu'elles n'occuperont pas sur le chantier au moins dix travailleurs pendant au moins quatre semaines, dès lors qu'elles n'auront pas à exécuter l'un des travaux figurant sur la liste de travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article L. 4532-8.

Article R.4532-83 : La liste nominative des représentants des entreprises et des autres membres du collège interentreprises, ainsi que des personnes qui peuvent assister aux réunions du collège à titre consultatif, est tenue à jour et affichée sur le chantier par le coordonnateur.

Article R.4532-84 : Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail est présidé par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné pour la phase de réalisation de l'ouvrage en application de l'article L. 4532-3.

Article R.4532-85 : Le collège interentreprises se réunit pour la première fois dès que deux entreprises au moins sont effectivement présentes sur le chantier, puis au moins tous les trois mois sur convocation de son président.

En outre, il est réuni par celui-ci :

- 1° A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative ;
- 2° A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés ;
- 3° A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

Article R.4532-86 : Les réunions du collège interentreprises ont lieu sur le chantier dans un local approprié et, sauf cas exceptionnels justifiés par l'urgence, pendant les heures de travail. Les réunions sont précédées par une inspection du chantier.

Article R.4532-87 : L'ordre du jour des séances du collège interentreprises peut évoquer toute question entrant dans le cadre de ses missions, notamment, la formation et l'information des travailleurs.

La convocation et l'ordre du jour des séances sont établis par le président du collège interentreprises. Sauf en cas de réunion d'urgence, ils sont communiqués quinze jours au moins avant la date de réunion aux membres du collège, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des

organismes de sécurité sociale. Le procès-verbal de la réunion précédente est joint à cet envoi. Les membres du collège interentreprises peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les huit jours qui suivent la réception de la convocation.

Article R.4532-88 : Les procès-verbaux des réunions du collège interentreprises sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection du travail, de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et du service de prévention des organismes de sécurité sociale. Les procès-verbaux font ressortir, notamment :

- 1° Les décisions prises par le collège interentreprises ;
- 2° Le compte rendu des inspections du chantier ;
- 3° Les formations à la sécurité dispensées par les entreprises en application de l'article L. 4141-2 ainsi que les formations à la sécurité complémentaires décidées par le collège interentreprises.

Article R.4532-89 : Les membres du collège interentreprises peuvent consulter le registre des procès-verbaux de ses réunions à tout moment.

Le registre est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Article R.4532-90 : Les règles de fonctionnement du collège interentreprises sont précisées par un règlement. Ce règlement prévoit, notamment :

- 1° La fréquence accrue des réunions du collège en fonction de l'importance et de la nature des travaux ;
- 2° Les procédures propres à assurer le respect des règles communes relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail ;
- 3° Les conditions de la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur ou par le collège interentreprises ;
- 4° La procédure de règlement des difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres ;
- 5° Les attributions du président.

Article R.4532-91 : Le projet de règlement du collège interentreprises est élaboré par le coordonnateur pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet. Il est annexé aux documents du dossier de consultation adressés par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs et, en l'absence de consultation, à chaque marché ou contrat conclu pour une opération entrant dans les prévisions de l'article R. 4532-77.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur principal communique à chacun de ses sous-traitants le règlement du collège, ou son projet si le règlement n'a pas encore été adopté au moment de la conclusion du contrat de sous-traitance.

Article R.4532-92 : Sur l'initiative de son président, le collège interentreprises est réuni, en temps utile, aux fins d'adoption du règlement du collège.

Le président communique le règlement ainsi que le procès-verbal de la séance au cours de laquelle il a été adopté, à leur demande, à l'agent de contrôle de l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Article R.4532-93 : Lorsque, sur un chantier soumis à la présente section, il a été prévu de différer l'attribution de certains lots, les entreprises appelées à intervenir après la constitution du collège interentreprises ont l'obligation d'y participer dès leur intervention sur le chantier.

Elles se conforment également au règlement du collège et communiquent au président le nom de leurs représentants dans les conditions prévues à l'article R. 4532-81.

Article R.4532-94 : Les comités sociaux et économiques des établissements appelés à intervenir sur le chantier reçoivent les copies des procès-verbaux du collège interentreprises et peuvent saisir par écrit le président de ce dernier de toute question relevant de sa compétence.

Le président répond par écrit aux observations formulées et en informe les membres du collège en temps utile et, au plus tard, lors de la réunion qui suit la demande des intéressés.